



Politique climatique

Agir pour le climat

02.04.2019

D'un coup d'oeil

Nous ne pouvons pas demeurer spectateurs des phénomènes climatiques qui affectent notre planète. La plupart des gens sont d'accord sur ce point, mais seule une petite minorité sait que les entreprises de notre pays sont déjà très actives dans ce domaine. Pourquoi cette voie est-elle valable et que pouvons-nous faire de plus?

Le désarroi prend déjà presque une tournure dramatique. Soudainement, un large public prend conscience de l'impact insoupçonné que le réchauffement de la planète, même modéré et difficile à ressentir, a sur notre existence. D'autant plus que l'attention se concentre sur tout ce que le changement climatique met en péril, voire en perte. Et le monde politique n'a pas toujours de solutions satisfaisantes. Ou alors des réponses peu adéquates, où l'on tente de se débarrasser du problème par la parole.

Réponse nationale à un problème mondial

La Suisse est responsable de 0,1 % des émissions mondiales de CO₂. Du point de vue économique toutefois, elle dispose de leviers nettement plus importants pour agir, tant du côté de la production que de la consommation. Le gros de nos émissions est, aujourd'hui déjà, produit hors de nos frontières. Par ailleurs, les économies réalisées au niveau global grâce à des technologies et produits suisses dépasse largement le volume de nos émissions. Face à des défis mondiaux, une perspective nationale ne suffit pas. Il faut des remèdes et mécanismes internationaux pour maîtriser efficacement le problème.

Obligation d'agir aussi au niveau national

Est-ce à dire que notre petit pays ne doit rien entreprendre? Non. Bien au contraire! La Suisse applique déjà la plupart des outils connus à ce jour dans le domaine climatique – et le plus souvent dans leur version la plus stricte, comme la taxe sur le CO₂. Cela nous réussit: malgré un doublement de la performance économique et une croissance démographique de plus de 30% depuis 1990, nous avons nettement réduit les émissions. À titre de comparaison, les émissions mondiales de CO₂ ont augmenté de 50% entre 1990 et 2015. Avec le système des conventions d'objectifs pour les entreprises, la Suisse a développé une approche qui réunit idéalement les ambitions économiques et climatiques. Plus que n'importe quel autre outil, il a permis à l'économie de réduire massivement les émissions de CO₂. Les entreprises concernées ont atteint en 2017 déjà les objectifs de réduction fixés pour 2020.

Exporter le modèle à succès Suisse

Au lieu de nous empêtrer dans des querelles nationales, nous devrions chercher à exporter la réussite suisse dans le monde entier. D'autres pays pourraient bénéficier de nos expériences pour atteindre plus facilement leurs objectifs économiques et climatiques. Et pour nous, c'est bien plus profitable que de miser sur des interdictions ou des renoncements. Il faut aussi une coalition entre les grands pays afin d'introduire des règles uniformes. Un axe États-Unis-Europe-Chine, dédié à la lutte contre le changement climatique, représenterait une chance majeure. L'OCDE, l'ONU ou le G-x seraient d'autres canaux appropriés pour mener une politique climatique efficace. La Suisse en tant que pionnière, économie interconnectée à l'échelle internationale et dotée d'une grande compétence diplomatique est idéalement placée pour contribuer à sortir la planète de l'ornière climatique. Une telle orientation apporterait plus d'avantages que de se contenter de balayer devant notre porte en fermant les yeux sur tout le reste.